

Fin des opérations de recensement

**PRES DE 3 MILLIONS D'ELECTEURS
POTENTIELS RECENSES** P 3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



22e Anniversaire du CAR et l'appel
à la Synergie des Forces politiques de l'Opposition Togolaise
Me AGBOYIBO FACE A FABRE ET AGBEYOME, P 2
LES DEUX OBSTACLES A L'UNION DE L'OPPOSITION

Fête de 1er Mai à Sotouboua
**PLUS DE 1600 EMPLOYES DU
GROUPE CECO EN FETE AUTOUR
DU PDG CONSTANTIN AMOUZOU** P 5



Discours du Chef de l'Etat à l'occasion du
53^e anniversaire de l'Indépendance du Togo
**FAURE GNASSINGBE REAFFIRME LA
NECESSAIRE CONCILIATION DES
INTERETS INDIVIDUELS, PARTISANS
ET COLLECTIFS** P 3

Hommage à un grand homme de l'éducation et de l'administration togolaise L'ANCIEN PREFET BATCHATI BAWUBADI SERA INHUME LE 18 MAI PROCHAIN



Monsieur BATCHATI Bawubadi, ancien préfet et membre fondateur du Cercle d'Etude et de Recherche sur la Langue Kabyè (Actuelle Académie de Langue Kabyè) est décédé le dimanche 21 Avril 2012 au CHU de Kara dans sa 90^e Année. De sources proches de la famille, il est indiqué que l'illustre disparu sera inhumé, le 18 mai 2013 dans son village natal à Landa dans la préfecture de la Kozah après des cérémonies également prévues à Kara selon un programme qui sera communiqué dans les prochains jours.

Feu BATCHATI Bawubadi est une grande figure de l'Administration togolaise et de milieux éducatifs et culturels de notre pays.

C'est en 1952 que débute sa carrière en tant qu'Instituteur dans l'Enseignement Protestant Evangélique. Ancien Elève-instituteur du Cours Normal de Lomé, BATCHATI Bawubadi suivra en 1964 une formation pédagogique en France et au Pays Bas, ce qui lui permettra d'occuper à son retour le poste de Conseiller Pédagogique de l'Enseignement Protestant Evangélique dans les régions de la Kara et du Centre. Deux ans plus

tard, il devient professeur de l'Enseignement du 2^e degré au Cours Complémentaire Officiel (CCO) de Vogon et de Kéto(Binah). Jusqu'en 1972, il cumulera cette fonction celle du Président de Conseil de la Préfecture de Kara (actuelle Kozah)

Dans le cadre des affaires sociales, M. BATCHATI Bawubadi, qui avait suivi entre temps des stages d'alphabétisation et d'éducation des adultes respectivement au Nigéria et en Israël, se voit confier le poste de Superviseur Régional de l'Alphabétisation.

Pendant 11 ans et à partir de 1972, il est nommé préfet à la tête des préfectures de Sotouboua, de Tchamba et de la Kozah.

De 1983 à 1985, le Chercheur qu'il est chargé de la production des documents didactiques de langue nationale kabyè à la DIFOP avant d'exercer comme professeur de langue kabyè, de la législation et de l'administration scolaire à l'ENI de Kara.

En 1984, M. BATCHATI Bawubadi retourne une fois encore en France pour faire de la recherche sous l'encadrement du Pasteur Jacques DELORS et de Raymond VERDIER, professeur à l'Université de Paris X.

Après sa retraite en 1985, feu Bawubadi BATCHATI consacre son temps à la recherche et à l'écriture. Plusieurs ouvrages sur la langue et la culture kabyè, fruits de ses nombreuses investigations, portent son nom. Parmi ceux-ci le livre intitulé : « Au temps où les animaux parlaient ».

Ce parcours d'exception a valu à BATCHATI Bawubadi d'être élevé à la dignité d'Officier de l'Ordre du Mono et à celle d'Officier de l'Ordre des Palmes Académiques.

Germain POULI

22e Anniversaire du CAR ET l'appel de Me AGBOYIBO à la Synergie des Forces politiques de l'Opposition Togolaise Me AGBOYIBO FACE A FABRE ET AGBEYOME, LES DEUX OBSTACLES A L'UNION DE L'OPPOSITION



Mercredi 30 Avril dernier, à l'occasion des 22 ans de création du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), le parti des déshérités a une fois encore voulu placer l'évènement sous le sceau de la réflexion. Tout comme l'année dernière, Me Agboyibo, président d'honneur du CAR et personne ressource d'une grande expérience en matière de politique togolaise, a réuni autour de lui tout le gotha de la politique togolaise pour échanger sur le thème : « La crise sociale est indissociable de la mauvaise gouvernance des ressources publiques »

Un thème qui aura permis au maître de conférence, toujours avide de tribune d'expression depuis sa démission de la présidence du CAR, de focaliser l'attention sur lui et surtout de revenir par des voies détournées pour rappeler ses plus grands succès politiques et en matière des droits de l'homme. Dans les développements qu'il a livrés sur le sujet, Me Agboyibo est revenu sur le déverrouillage des institutions, concept qu'il avait lancé un an plus tôt dans le cadre d'un autre anniversaire de ce même parti.

Entre autre solution, l'homme a bien voulu se coller à l'actualité électorale pour proposer la formation d'une synergie des forces politiques de l'opposition, comme l'ont exigé certains togolais de la diaspora lors des deux récentes missions effectuées en Europe, il y a quelques semaines propos, par les délégations de la Coalition Arc en Ciel et le Collectif Sauvons le Togo. De retour au pays, certains leaders comme Agbéyomé Kodjo profiteront du 53^e anniversaire de l'Indépendance du Togo pour lancer le même appel.

La chanson est bien connue même si elle n'a jamais permis aux leaders de l'opposition de démontrer à l'opinion leur capacité à taire les luttes intestines et hégémoniques.

La récente sortie de Me Agboyibo appelle à une analyse réaliste sur les dettes passées, les réalités actuelles et les ambitions futures des uns et des autres qui vont sans doute rendre pratiquement impossible ce genre de coalition.

Les dettes entre Agboyibo, Fabre et

Agbéyomé

Les luttes politiques au Togo sont avant tout des luttes de personnes avant d'être des combats d'idées et des démarches républicaines vers plus de démocratie et de changements positifs. Malgré sa retraite, Me Agboyibo pèse encore de tout son poids dans les choix et décisions du CAR. C'est sous son impulsion que la Coalition Arc en Ciel est née pour apporter une alternative au radicalisme suicidaire du CST duquel le CAR s'est extirpé in extrémis en laissant sa chaise vide lors de la présentation officielle de cet assemblage inédit et hétéroclite qu'est le Collectif Sauvons le Togo. Nous sommes là aux plus récentes tentatives d'unification des courants de l'opposition et le rôle.

Avant la naissance de ces deux fronts de l'opposition dont les plus irréalistes annoncent pour bientôt la fusion, il y a eu le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), une trouvaille de Koffi Yamgnane qui comptait s'appuyer sur l'opposition locale pour se hisser dans la position de présidentiable lors de l'élection de mars 2010. Disqualifié pour insuffisance dans le dossier de candidature, le président de Sursaut Togo, abandonnera la machine de contestation qu'il a mise sur pied, après quelques marches dans les rues de Lomé.

Agbéyomé qui avait abandonné le FRAC pour « activer » sa candidature au détriment d'une candidature unique, celle de Jean Pierre Fabre, rejoindra à nouveau la barque grâce à son génie versatile. Ce Front né à Paris, faut-il le rappeler a porté très tôt en son sein les germes de son propre affaiblissement. A la veille de la présidentielle de 2010, Gilchrist Olympio, dans l'incapacité de se positionner comme candidat avait demandé à son principal lieutenant d'alors, Jean Pierre Fabre de désister en faveur de Me Agboyibo, qui méritait qu'on lui renvoie l'ascenseur après sa décision en 2005 de se retirer au profit du candidat unique de l'opposition issu des rangs de l'UFC. Fabre s'était opposé aux conseils de son président et mentor pour s'affilier à Agboyomé dans la création du FRAC. Une fois au Togo, ce sera sans

le CAR, la CDPA et finalement sans OBUTS que le FRAC s'aventure à la présidentielle pour devenir ce que plusieurs togolais compareront à une coquille vide qui résonne beaucoup plus dans les rues et à la plage pour contester une élection que son président savait pertinemment n'avoir jamais gagnée.

La crise post électorale à l'UFC et la naissance de l'ANC donnera un autre visage à la scène politique togolaise. Face à Fabre et Agbéyomé qui monte dans l'opposition, Me Agboyibo, candidat malheureux à la présidentielle de 2010, jette aussi l'éponge, mais son retrait qui répond aux exigences du moment, n'arrange en rien les griefs et les rancunes qui biaisent depuis longtemps déjà le débat sur l'union sacrée de l'opposition en vue de l'alternance.

A cette situation, vient en bonus un vieux contentieux entre Me Agboyibo et Agbéyomé, le petit frère du village qu'il a présenté au président Eyadéma jadis. L'embastillement de l'ancien président du CAR par Agbéyomé. A l'époque baron du pouvoir, Agbéyomé avait porté plainte contre Agboyibo qui l'accusait d'entretenir une milice dans le Yoto, leur terre natale.

Comme on peut le constater, les liens entre la plupart des leaders qui peuvent faire l'union sont tissés des fibres de la trahison, de la méfiance et des envies répétées de revanche, reléguant absurdement, la real politik au second plan. Les égoïsmes fondés sur une popularité présumée ne sont pas de nature à faciliter cette fusion.

L'ANC dans la logique de succession de l'UFC comme principale force de l'opposition, ne montre guère son empressement à aller à une mutualisation des forces. Pour Jean Pierre Fabre et les siens les prochaines élections sont un test et au-delà un passage forcé pour asseoir leur suprématie sur le reste de l'opposition et parler en son nom comme ils le font déjà, une occasion de confirmer leur prédominance sur l'UFC et le reste de l'opposition. L'Union n'est pas pour demain.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

Discours du Chef de l'Etat à l'occasion du 53e anniversaire de l'Indépendance du Togo FAURE GNASSINGBE REAFFIRME LA NECESSAIRE CONCILIATION DES INTERETS INDIVIDUELS, PARTISANS ET COLLECTIFS

A l'occasion du 53^e anniversaire de l'Indépendance du Togo, le Chef de l'Etat, le président Faure Gnassingbé a adressé un message à la nation togolaise. Un discours culte en ce sens que l'homme ne se prononce qu'assez rarement. Après un hommage aux pionniers de la lutte pour la liberté du Togo, le Président Faure a rappelé la nécessité pour les togolais de retrouver les valeurs de dialogue et de tolérance, avant de les inviter à bâtir ensemble leur destin commun. Revenant sur les incendies criminels qui ont ravagé les deux principaux marchés du Togo, il réaffirme la nécessité pour la justice d'aller jusqu'au bout pour l'éclatement de la vérité. Sur les récents mouvements dans les écoles et les hôpitaux, le Chef de l'Etat a proposé des assises nationales avant de souhaiter l'avènement d'un nouveau contrat social basé sur l'écoute et de la responsabilité. Faure Gnassingbé a abordé les progrès réalisés depuis quelques années par le Togo pour retrouver sa crédibilité internationale et la voie du progrès. Sur les questions relatives à l'emploi des jeunes, le soutien à l'agriculture et la construction de nouvelles infrastructures, il s'en est félicité comme des motifs d'encouragement pour réaliser ensemble d'autres bonds qualitatifs avant de s'engager à poursuivre ces chantiers de la reconstruction dans les villes de l'intérieur afin d'en faire des pôles de développement socio-économique. La lutte contre la corruption et les prochaines élections ont été rappelées comme des défis majeurs à relever. Au jeune Anseme Gouyano, il rendra l'hommage de la nation togolaise toute entière.

Retour sur les idées force de ce discours

Un destin commun et un intérêt indivisible

« Je rends hommage à toutes ces Togolaises et à tous ces Togolais de bonne volonté, qui ont œuvré et œuvrent encore avec passion et conviction pour que nous puissions transcender les contingences de l'histoire et les hasards de la géographie, pour bâtir un destin

commun, fondé sur des valeurs partagées. C'est le lieu, de rappeler aux acteurs politiques, qu'au-delà des divergences de choix et des moyens d'action, divergences inhérentes à toute société pluraliste, nous avons en partage une communauté de destin, faite de l'héritage du passé, des défis du moment et des promesses de l'avenir. Ces repères doivent nous exhorter, à tout moment, à ne privilégier que l'intérêt du Togo, qui est un et indivisible. Il nous faut donc faire appel à notre engagement patriotique et à notre sagesse, qui dans les moments difficiles, nous commandent de préserver l'essentiel : la paix et la cohésion nationale. »

L'écoute et l'acceptation de l'autre

« Après 53 années d'indépendance, qu'avons-nous de plus précieux à commémorer, si ce n'est au-delà de tout, ces valeurs si typiquement togolaises que sont : la culture de l'ouverture et le sens du compromis. Ces valeurs qui sont au cœur de notre identité nationale nous incitent constamment à l'écoute et à l'acceptation de l'autre, dans sa différence, à la modération et à la tolérance. Elles récusent tous les extrémismes, toutes les violences, d'où qu'elles viennent. »

Les incendies criminels des marchés, des égarements injustifiables

« Ainsi, rien ne peut justifier les incendies criminels qui ont dévasté les marchés de Kara et de Lomé. Aucun agenda politique, aucun combat de quelque nature que ce soit, ne peut justifier de tels égarements ! Au-delà des vies brisées, au-delà des immenses pertes subies, les incendies de nos plus grands marchés soulignent la fragilité de nos acquis. Ils indiquent de toute évidence que le sens du bien commun, la conscience nationale peuvent s'affaiblir et régresser. Il n'est pas tolérable de détruire, ce que nous avons construit ensemble pendant des décennies et des décennies, au prix de privations et d'immenses sacrifices. »

La justice ira jusqu'au bout



« C'est l'occasion pour moi de saluer les efforts que la justice continue de déployer pour la manifestation de la vérité. Ces efforts doivent être poursuivis avec détermination et en toute indépendance. Le travail de la justice doit se faire dans la sérénité et dans le respect des principes de l'Etat de droit, à toutes les étapes de la procédure. Le travail de la justice doit aller jusqu'au bout, quoi qu'il nous en coûte ! »

Un combat de longue haleine pour façonner le Togo

« Nous sommes engagés dans un combat de longue haleine. Nous devons le mener ensemble pour façonner un Togo prometteur, démocratique et tolérant. Tous ces défis interpellent quotidiennement notre capacité à établir une échelle de priorités, conforme aux grands objectifs que nous nous sommes fixés. »

L'Hommage du Président au jeune Anselme Gouyano

« Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte ce jour, pour condamner fermement l'acte inconsidéré qui a coûté la vie au jeune Anselme Gouyano Sinandare, précocement arraché à notre affection, durant les récents événements. Je m'incline devant sa mémoire, et réitère à la famille explorée ma peine profonde et toute ma compassion ainsi que les sincères condoléances du Gouvernement.

Nous laissons à présent à la justice qui est saisie, le soin de sanctionner ceux qui méritent de l'être, afin qu'à l'avenir, de tels drames ne se reproduisent plus au Togo. Cette mort tragique qui a endeuillé toute la nation togolaise, nous rappelle aussi que la violence est une impasse. »

Des assises autour de l'éducation et la santé

« Les représentants des parents d'élèves, des enseignants, des syndicats, des élus et des acteurs économiques ainsi que toutes les parties prenantes de l'éducation, seront conviées à ces assises. Les préoccupations des uns et des autres doivent être prises en compte pour dégager les solutions qui garantiront la stabilité et l'accessibilité de tous à un enseignement de qualité. La même démarche sera également adoptée pour le secteur de la santé. Nos établissements hospitaliers et nos unités de soins sont eux aussi en proie à des remous récurrents... Je fonde beaucoup d'espoir sur les Grandes Assises de l'Education et de la Santé. C'est mon souhait le plus vif que ces assises servent aussi de prélude à un vaste mouvement de retour aux valeurs fondamentales qui ont fait jadis, la force de l'administration togolaise. »

Un nouveau Contrat social fondé sur l'écoute et la responsabilité

« Il est temps d'inaugurer un nouveau contrat social, basé sur

l'écoute mutuelle mais aussi sur le sens des responsabilités. A l'heure actuelle, notre pays ne peut se payer chaque année, le luxe d'une crise sociale majeure. Nous devons dans cette perspective engager une lutte sans merci contre la politisation de l'Administration. L'instrumentalisation des aspirations des travailleurs, la surenchère politicienne, l'amalgame entre les droits des travailleurs et les agendas politiques sont des pratiques nocives. Nous devons leur tourner résolument le dos, car elles desservent notre pays. »

Les autres villes de Togo à l'image de Lomé

« Ce que nous avons réussi à Lomé, nous pouvons et nous allons le réaliser dans les villes de l'intérieur du pays, afin que chaque région devienne à son tour, un pôle de développement économique et social. Certes, avec ces progrès tangibles, notre tâche est loin d'être achevée. Mais ces progrès sont comme des points de repères, des balises qui doivent nous encourager à accélérer le rythme des réformes, car ils indiquent, qu'en dépit de tout, nous sommes sur la bonne voie. »

Lutter contre la corruption

« Nous devons donc continuer à traquer dans les administrations publiques ou privées le phénomène des surfacturations, des fausses factures et autres formes de prévarications. »

Réussir les prochaines élections pour confirmer notre maturité

« Ces élections sont l'occasion de confirmer la maturité politique du peuple togolais. Les innovations et les divers réaménagements apportés au cadre électoral, sont, j'en suis convaincu, de nature à garantir une compétition sereine, ouverte et transparente pour peu que chacun y mette un peu de bonne volonté. Mon vœu le plus cher, est que tous les courants politiques puissent s'exprimer à l'occasion de ce scrutin. La démocratie et l'Etat de droit nous imposent une conduite exemplaire du processus électoral. »

La Rédaction

Fin des opérations de recensement

PRES DE 3 MILLIONS D'ELECTEURS POTENTIELS RECENSES

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a bouclé, le 30 avril dernier, la phase de recensement de la population électorale en vue de la constitution du fichier électoral. A l'issue des deux phases du recensement, l'heure est au bilan. Elle a eu une rencontre le samedi dernier avec certains partis politiques et la presse. Ainsi, cette opération a permis de dénombrer un peu plus de trois millions (3 000 000) d'électeurs inscrits sur les listes électorales. Même si, ce chiffre est susceptible d'évolution en raison des travaux de compilation et de consolidation en

cours au Centre National de Traitement de Données (CNTD), la présidente de la CENI estime que ces résultats sont, dans leur ensemble, satisfaisants.

La prochaine étape dans le processus électoral sera la mise en forme du fichier électoral. Pour se faire, la CENI procède déjà à la compilation des données et assure la sauvegarde des listes provenant des CELI. Les populations pourront ensuite consulter les listes débarrassées des incorrections et affichées dans les Centres de Recensement et de Vote (CRV) et procéder à des recours tels



que prévus par le code électoral en ses articles 55, 56 et 57.

Ce sont ces recours et le contentieux

d'inscription sur les listes électorales qui permettront à la CENI de procéder à l'apurement des listes pour aboutir à

des listes électorales définitives qui serviront au scrutin. Sur les listes définitives, la CENI projette limiter le nombre d'électeurs par Bureau de Vote à 400 en vue de faciliter le dépouillement.

La date des prochaines élections législatives ne seront connues qu'après toutes ces étapes. La CENI, estime qu'elle est « tributaire » également des moyens mis à sa disposition et de la « diligence des partis politiques à désigner leurs représentants dans les Bureaux de Vote. »

La Rédaction

03 mai 2012 - 03 mai 2013 L'OTM POND UN RAPPORT SANS COMPLAISANCE SUR LA PRESSE TOGOLAISE

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) a saisi l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse vendredi dernier pour publier son rapport sur l'état de la liberté de Presse au Togo. Ce rapport qui prend en compte le travail des médias du 03 mai 2012 au 03 mai 2013, expose les obstacles rencontrés en matière de liberté de la presse, les avancées et les régressions aussi bien dans les médias d'Etat que privés et analyse les relations entre les journalistes eux-mêmes d'une part, et celles des professionnels des médias avec l'instance d'autorégulation et avec la HAAC d'autre part.

L'OTM fait remarquer dans son bilan qu'aussi bien les médias publics que les médias privés éprouvent d'énormes difficultés et que les journalistes du privé travaillent sans aucune couverture sociale. L'OTM fait remarquer qu'entre 2012 et 2013, les



journalistes togolais n'ont pas été confraternels. Ainsi, on constatera ces derniers mois tout simplement que la confraternité qui ne relève d'aucune autorité extérieure à la corporation des journalistes, si elle n'a pas beaucoup reculé, n'a pas non plus fait de bond spectaculaire en avant, elle a pris congé de notre corporation. En dehors de ce manque de confraternité, il y a eu d'autres manquements récurrents que sont : publication de fausses

nouvelles ; atteintes à la vie privée d'autrui ; informations sensationnelles ; images choquantes.

Au chapitre recommandations, l'OTM demande aux autorités étatiques de revoir à la hausse le montant de l'aide de l'Etat à la presse et de doter les médias d'une aide spéciale lors des élections. Aux partis politiques, l'OTM leur demande de cesser de manipuler les journalistes. Quant aux médias, l'OTM leur recommande de se muer en entreprise de presse et les organisations de presse sont priées d'accélérer entre autre l'adoption de la convention collective.

Pour le Président de la HAAC, Biossey Kokou Tozoun, c'était l'occasion de demander aux journalistes de prendre au sérieux leur profession et d'assumer leur responsabilité en respectant les règles d'éthique et de déontologie.

La Rédaction

Dérives dans les médias LE MJPG TRÈS PRÉOCCUPÉ, DEMANDE À LA HAAC DE PRENDRE DES MESURES

C'est le sens de la manifestation organisée jeudi dernier par des femmes du Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la bonne Gouvernance (MJPG) devant les bureaux de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) pour protester contre les dérives et autres dérapages récurrents de certains journalistes et médias à la veille de la journée mondiale de la liberté de presse.

Dans une lettre adressée au Président de la HAAC, le MJPG s'inquiète des graves préjudices causés aux entrepreneurs, des atteintes à la vie privée des autorités, l'incitation à la haine et à l'insurrection et autres diffamations. « Nous sommes inquiets des dérives qui s'observent au plan médiatique et qui se traduisent par le non respect de l'éthique et de la déontologie d'une part et d'autre, la violation quotidienne par une certaine presse, des règles régissant le traitement et la diffusion de l'information servie au public. Au regard de ces dérives préjudiciables à la paix sociale



et au développement harmonieux d'une nation, le MJPG exprime sa profonde préoccupation à la HAAC», a déclaré Addine Damobé, la Chargé à l'information du mouvement.

Le MJPG demande à Kokou Tozoun de prendre ses responsabilités pour réguler les médias comme l'exige la loi organique de la HAAC. Le MJPG demande notamment à la HAAC de prendre des mesures pour « extirper de cette noble corporation, toutes les brebis galeuses qui ternissent l'image

de la presse togolaise ».

Le président de la HAAC n'a pas manqué de rassurer les manifestants du MJPG. « Si beaucoup de personnes ne sont venues le dire, vous avez eu le courage de le faire. C'est tout de même la liberté d'opinion et elle ne doit pas être l'apanage d'un certain bord de professionnels. L'Etat a donné le pouvoir à la HAAC et bientôt, vous allez constater de vous-mêmes les résultats », a dit Biossey Kokou Tozoun.

La Rédaction

Surveillants de l'administration pénitentiaire LE DÉPLOIEMENT SE FERA APRÈS UN MODULE SUPPLÉMENTAIRE LE 24 MAI 2013

La semaine dernière, les surveillants de l'administration pénitentiaire ont manifesté devant les locaux du ministère de la justice pour marquer leur mécontentement face à leur non déploiement à leur poste. Ils sont environ 460 agents recrutés en 2010 dans le cadre du projet de modernisation de la justice. Mardi, le ministre de la Justice, Me Tchitchao Tchalmil les a convoqués au Camp de Logopé pour le 24 mai afin de régler ce problème de façon définitive.

En effet, le ministre convoque les surveillants de l'administration pénitentiaire, toutes catégories confondues, pour un module complémentaire de leur formation le vendredi 24 mai prochain à Agoè Logopé. Ce n'est qu'après cette formation complémentaire qu'ils seront déployés à leur lieu d'affectation. Il leur est

demandé de se munir de leur paquetage complet et leur dossier contenant tous les documents dont la liste leur avait été distribuée avant la fin de la formation professionnelle.

En revanche, le ministre met en garde les absents. « Tous ceux qui ne répondront pas à cette ultime convocation seront considérés comme démissionnaires et feront l'objet d'une radiation de la liste des agentes de surveillance de l'administration pénitentiaire et de la fonction publique », a écrit Tchitchao Tchalmil.

Les agents de l'administration pénitentiaire sont un nouveau corps au sein de la justice. Son institution rentre dans le cadre de la modernisation de la justice togolaise. Une fois déployés au niveau des différentes prisons du pays, ils vont remplacer les gardiens des prisons.

Dias MISSOKO

Célébration de la fête du 1er mai : LA TRADITION N'A PAS ÉTÉ RESPECTÉE DANS SA PLÉNITUDE

Ce mercredi, 1^{er} mai 2013, tout le monde entier observe la journée internationale du travail. Une journée dédiée aux droits des travailleurs et aux plaidoyers pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Au Togo, c'est dans le recueillement que cette date a été observée avec une grande marche en noir et rouge à laquelle la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) a appelé les travailleurs. La marche qui a démarré au Centre Communautaire de Tokoin a eu comme point de chute la Plage.

Muni chacun d'une fleur, à la demande de la coordination de la STT, les travailleurs togolais ont rendu hommage à Anselme Sinandaré Gouyano et Douli Sinalengue, deux élèves décédés à Dapaong à la suite des manifestations d'élèves qui réclamaient le retour de leurs enseignants en classe. « Ils méritent cet hommage parce qu'ils ont perdu leur vie pour la cause des travailleurs. C'est une manière pour nous de marquer notre solidarité par rapport aux familles. Anselme et Douli sont pour nous des martyrs. », a confié Dr Gilbert Tsolényanou, Porte Parole de la STT.

Plusieurs membres des syndicats affiliés à la Confédération des travailleurs du Togo (CSTT) ont également

rejoint cette marche de la STT sous le mot d'ordre des responsables de la CSTT.

L'habituelle marche en blanc des Centrales Syndicales qui réunit tous les travailleurs à travers les rues de Lomé pour aboutir sur l'Esplanade du Palais des Congrès de Lomé où un cahier de doléances est soumis au gouvernement, n'a pas eu lieu pour la première fois depuis plusieurs années. Les centrales syndicales protestent de leur côté contre le manque d'accord avec le gouvernement dans les discussions engagées sur les allocations familiales.

Pour la première fois depuis sa mise en place, la STT a salué cette démarche des Centrales syndicales « Je pense que la raison est de retour. Si les centrales syndicales ont décidé de ne pas observer les manifestations officielles, c'est une bonne chose et c'est une démarche salubre que de ne pas fêter le 1^{er} mai », s'est félicité Gilbert Tsolényanou.

Les seules notes de fête ont été observées sur les sables de la Plage de Lomé mercredi à travers les célébrations éparses organisées par des syndicats de tailleurs, de coiffeurs, etc. qui n'ont pas laissé passer l'événement du 1^{er} mai.

D.A.

Fête de 1er Mai à Sotouboua

PLUS DE 1600 EMPLOYÉS DU GROUPE CECO EN FÊTE AUTOUR DU PDG CONSTANTIN AMOUZOU

L'édition 2013 de la Fête des Travailleurs aura été l'une des plus sobres et des moins protocolaires. Si à Lomé les travailleurs du public ont généralement manqué au rendez-vous des festivités eu égard à l'actualité et au bras de fer finissant entre le gouvernement d'une part et la Synergie des travailleurs et les centrales d'autre part, les autres travailleurs togolais et plus particulièrement ceux du privé ne se sont pas soustraits à la tradition du 1^{er} mai.

L'équipe de Togoréveil était à plus de 200 kilomètres au Nord de Lomé, dans la ville grandissante de Sotouboua, pour vivre un spécial premier mai tel que vécu depuis neuf ans déjà par le directoire et les employés du groupe CECO composé de sa principale filiale CECO BTP spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics, de ELDO qui opère dans la quincaillerie et la menuiserie, de la troisième filiale LE FERMIER Sarl spécialisée dans l'agriculture et l'élevage, de CECODRI, l'ONG rattaché au groupe et qui agit dans le social et de VENUS BTP. Un total de 1696 employés, à quelques rares absences près, étaient au siège du groupe à Sotouboua pour les festivités de la 9^e édition de la Fête des Travailleurs à CECOS.A.

Au programme de cette célébration autour du travailleurs du groupe CECO, il y a eu un gala de football avec six équipes formées selon les catégories d'employés, des offices religieux, une caravane à travers la ville, deux grands concerts de musique, une projection publique du film togolais Sherifa, la traditionnelle cérémonie de présentation de doléances du personnel à la direction et le grand déjeuner suivi de réjouissance.

Mardi 30 Avril et déjà une animation inhabituelle à Sotouboua

Le retour de toutes les équipes du groupe CECO déployées sur divers chantiers à travers le pays a apporté à la ville de Sotouboua une animation des grands jours. Et pour marquer la veille de la Fête du travail, un grand concert a drainé sur les installations du groupe CECO, des milliers de spectateurs. Animé par la Chorale Holy Ghost de la Paroisse Presbytérienne



d'Agoè Assiyéyè, l'Orchestre Magnificat, le Club Culturel de CECO, la chanteuse Cécile Meba, l'artiste Kpelou Kaimon et plusieurs groupes de chorégraphes et de comédiens. Au cours de cette veillée spectacle, des kits de rafraîchissement ont été offerts au public. Un peu plus tôt dans l'après-midi de cette journée du mardi 30 Avril 2013 se sont joués les différents matchs éliminatoires des équipes masculine engagées dans le tournoi du 1^{er} Mai à CECO.

Six équipes masculines et deux équipes féminines ont animé des matchs chocs

Six équipes masculines au total ont ouvert ce festival de football qui a connu son apothéose dans la matinée du 1^{er} Mai. Il s'agit de l'Equipe A composée d'ouvriers bâtiment, de maçons ferrailleurs, menuisiers, plombiers, électriciens bâtiment ; de l'Equipe B au sein de laquelle on retrouve les mécaniciens, soudeurs, tôliers, peintres et électriciens auto ; de l'Equipe C est formée par les chauffeurs, camionneurs, conducteurs et machinistes (elle a été le vice champion à la fin de ce tournoi). L'Equipe D, victorieuse du tournoi de cette 9^e édition de la Fête des Travailleurs du groupe CECO est composée de directeurs, de chefs service et de chefs sections. L'Equipe E est formée des techniciens en génie civil, agricole et informatique (elle a été classé 3^e lors du match de classement). L'Equipe F est composée de commerciaux, de collaborateurs des chefs service, du personnel médical et de cantine.

Sur les six équipes, quatre se sont retrouvées le lendemain 1^{er}

Mai pour la finale et le match de classement. Deux équipes féminines ont montré un jeu attractif caractérisé par la domination de l'équipe des femmes du terrain sur celle des femmes de l'administration par un score de 1 but à 0.

Deux coupes ont respectivement récompensé les deux équipes championnes dans les catégories masculine et féminine. Plusieurs enveloppes financières et autres prix ont été remis à toutes les équipes participantes par le Président Directeur Général du groupe CECO, M. Constantin AMOUZOU et ses collaborateurs directs.

Le 1^{er} Mai ou « La Pâques des Travailleurs » vue par le DG Constantin AMOUZOU

L'un des moments les plus intenses de cette 9^e édition de la Fête de travailleurs a été la rencontre traditionnelle d'échanges entre la direction et le personnel.

Une rencontre ouverte par la reprise du message du PDG contenu dans CECO Info, le Journal de l'Entreprise dont le No3 a été distribué officiellement ce 1^{er} mai.

Dans ce message captivant et riche, M Constantin AMOUZOU est revenu sur le consensus social autour du travail, la gouvernance participative réelle centrée sur la responsabilité, la culture du respect et de la promotion de la dignité humaine dans la recherche du nécessaire profit pour tous, la prise de conscience que seul le travail paie et seul le travail libère.

Dans le speech en live qui a suivi le passage des différents directeurs, le PDG du groupe

CECO a qualifié, ce 1^{er} mai de celui du nouveau testament, caractérisé par le fait que « c'est le jour où on se met à la place des uns et des autres ». Des propos d'un Chef de famille rassembleurs qui a su mettre les ouvriers et les cadres supérieurs d'accord sur le rêve commun et la participation active de chaque membre de la famille CECO au succès de l'entreprise et au développement du personnel. Le PDG n'a pas manqué de prodiguer des conseils de prudence et de responsabilité sur les routes et sur la gestion des équipements et matériel de travail

L'Entreprise famille, CECO, effectivement en fête autour du travail

Face à tous les membres du directoire, le personnel à travers son délégué, a présenté ses doléances après avoir salué les prouesses réalisées par l'entreprise mère CECO BTP qui en neuf ans a réussi à s'élever comme l'entreprise togolaise la plus équipées du secteur des BTP. Paiement régulier des salaires, renforcement des capacités du personnel, prime de déplacement, effectif croissant du personnel, mise en place du comité sécurité et santé ainsi que de la mutuel de crédit,... ont été reconnu comme des avancées qui attestent que le groupe CECO place l'employés dans la dynamique de sa croissance. Au nombre des doléances soumises par le personnel, on notera la révision de la grille pour les salariés des filiales ELDO et LE FERMIER, la révision des primes de mission, la clarification des conditions de prêts auprès de la mutuelle du groupe CECO et le

renforcement des équipements.

Des réponses qui ont comblé les attentes des travailleurs du groupe CECO

Comme le veut la tradition à l'occasion de la fête des travailleurs, suite à la présentation des doléances, le directoire est passé à la phase des réponses. La particularité à CECO a consisté à laisser les différents responsables de département et des filiales répondre aux préoccupations exprimées par le personnel.

La première mesure en l'endroit de tout le personnel du groupe CECO, a été la décision de la direction générale d'accorder une augmentation de 5% sur les salaires. Autre mesure qui a fait applaudir les employés a été la promesse de titularisation immédiate de ceux qu'on désigne au sein du groupe comme « les ouvriers spécialisés ». Il a été décidé l'harmonisation des salaires des autres filiales avec ceux de CECO BTP. Il a été également prévu la revalorisation de l'indice en commençant par les directeurs et les différents chefs. Il a été également décidé de l'insertion des aides travaux en tant qu'employés à part entière du groupe, ce qui améliore considérablement leur salaire. Sur les primes, il a été défini des modalités de primes pour les ouvriers.

Sur le renforcement du parc matériel et automobile, la direction a rassuré le personnel avec l'annonce de la réception prochaine de camions benne, de camions remorques, des camions toupille, d'une recycleuse, d'un finisher, de deux centrales d'enrobé jumelles, d'une centrale de concassage et de nombreux autres matériel en vue de faciliter le travail sur le terrain et d'accroître la productivité. Sur le plan social, outre le Centre Médico social inauguré en décembre 2012, le groupe CECO des annonces appréciées à leur juste valeur par le personnel.

Un déjeuner suivi de réjouissance ont bouclé les festivités au siège du groupe CECO à Sotouboua.

Notre envoyé spécial
Germain POULI

Voir album photos à la page 8

1er mai 2013 COMMUNION ENTRE DIRIGEANTS ET EMPLOYES DU LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

C'est en présence de leurs premiers responsables et du Directeur de Cabinet du Ministère des Travaux Publics que les employés du Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics (LNBTP) ont célébré, cette année, la fête du 1^{er} mai. C'était au sein dudit laboratoire sise à Cacavéli.

Avant l'ouverture des festivités, le délégué du personnel a prononcé un mot à l'endroit du Directeur Général et des invités. Après avoir évoqué les efforts entrepris par l'Etat pour doter le LNBTP d'équipements de qualité et de locaux adéquats, le délégué du personnel n'a pas manqué de glisser astucieusement quelques doléances à l'endroit des premiers responsables. Parmi elles, l'augmentation des salaires pour motiver les employés. Dans sa réponse, le DG du LNBTP, M. Tchamdja Baobadi, a salué les efforts du gouvernement et de son personnel et invité les uns et les autres au travail bien fait, à la solidarité et à l'honnêteté. Il a interpellé son personnel sur un fait récurrent qui gangrène le laboratoire et sape son efficacité. « Il faut renoncer aux malversations et aux soustractions et jouer dans la probité



notre rôle de contrôle technique. », a-t-il déclaré. Car, ce n'est qu'en faisant bien ce que chacun doit, qu'on peut espérer un bon rendement qui aura pour incidence directe l'augmentation des salaires tant souhaitée. Le temps des discours passé, employés et responsables du Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics ont laissé tomber toutes les considérations hiérarchiques pour se fondre en une communion et partager les délices culinaires offerts à cette

occasion.

Rappelons que le LNBTP a pour mission l'exécution de tous les essais, analyses et recherches géotechniques, études de matériaux dans le domaine des BTP et industries. Il représente également l'Etat dans les expertises contradictoires concernant la qualité des matériaux de construction avant et après la mise en œuvre. Société d'Etat, le LNBTP a été créé en 1978.

Pablo ZOUBE

1ère dissémination des résultats de l'enquête Afrobaromètre au Togo 59% DES TOGOLAIS CONFIANTS QUANT A L'AVENIR SOCIO ECONOMIQUE DU PAYS



Depuis 2011, le Togo a intégré pour la première fois la cinquième série d'enquêtes comparatives sur les opinions des Africains de l'institut de recherche Afrobaromètre qui couvre 36 pays africains. Le Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions, CROP, qui est le partenaire d'Afrobaromètre au Togo et qui a dirigé l'enquête togolaise du 17 au 29 décembre 2012, a procédé à une première dissémination des résultats le 26 avril dernier.

L'enquête qui a été réalisée auprès de 1200 adultes togolais porte sur trois thèmes principaux à savoir l'opinion des togolais sur leur condition de vie, l'appréciation des togolais sur les réponses du gouvernement à leurs priorités et l'opinion des togolais sur quelques questions politiques et sociales. Par cette première dissémination, il apparaît clairement que les Togolais, dans leur majorité, soit 70%, pensent que le Togo se porte mal économiquement. Ils sont également 70% à penser que la vie est dure quotidiennement. Cependant, malgré les difficultés économiques du pays et les conditions de vie difficiles, les togolais sont en grande majorité optimistes quant à l'avenir, soit 53% d'optimistes sur la situation économique du pays et 59% sur leurs propres conditions de vie. Sur l'appréciation des togolais des réponses du gouvernement à leurs priorités, l'enquête de CROP et Afrobaromètre révèle que les priorités des togolais sont les problèmes de chômage et d'infrastructures routières, selon 36% des togolais. Viennent ensuite les problèmes de santé et d'accès

à l'eau potable avec respectivement 33% et 31% des interviewés. Cette enquête révèle en outre que pour 80% des togolais, le gouvernement n'apporte pas des réponses appropriées aux questions de chômage et près de 70% sont aussi critiques quant à la gestion de la fourniture de l'eau et des services d'assainissement. Chose curieuse et peut-être incompréhensible, en réponse à la gratuité de l'école primaire décrétée depuis deux ans, 90% des togolais déclarent préférer une éducation de qualité même s'il faut payer des frais, à une alternative d'accès gratuit qui pourrait avoir une incidence négative sur la qualité. Enfin, concernant l'opinion des togolais sur quelques questions politiques et sociales, les togolais enquêtés ce sont prononcés sur des questions de l'heure comme celles des recommandations de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) qu'ils partagent mais ont des doutes quant à leur mise en application, le Collectif Sauvons le Togo (CST) qui, selon les résultats de l'enquête, est un mouvement méconnu des togolais de l'intérieur et la question des députés exclus de l'Assemblée Nationale sur laquelle les togolais se prononcent de façon quasi unanime contre la transhumance politique.

Il faut rappeler que pour l'institut de sondage Afrobaromètre, il s'agit de mettre la science au service du développement, de mesurer la perception des populations sur leur Etat dans le but de leur donner une voix dans le processus décisionnel de leur pays. Afrobaromètre, à l'instar d'Eurobaromètre en Europe, mesure les attitudes du public en matière de démocratie, évalue la qualité de la gouvernance et les performances économiques, ainsi que les opinions de l'électorat sur d'importantes questions politiques dans les pays étudiés. En outre, Afrobaromètre, avec des méthodes scientifiques qui minimisent les marges d'erreurs et maximisent le degré de confiance, offre la possibilité de faire des comparaisons dans le temps, l'institut étant à la cinquième série d'enquête.

Paul Katassoli

L'univers des partis politiques s'agrandit au Togo LE CJP, LE 100^E SE MET DANS LA FORMATION POLITIQUE DES JEUNES

L'univers des partis politiques togolais vient de s'agrandir avec le lancement d'un nouveau parti politique qui a été porté sur les fonds baptismaux le vendredi dernier. Il s'agit du Collectif des Jeunes pour le Changement (CJP) qui est officiellement le 100^e parti politique au Togo. Ce nouveau parti est le seul qui a son siège à l'intérieur du pays notamment dans la ville de Tabligbo (90km de Lomé) et veut promouvoir la décentralisation.

Le parti présidé par Tanko Ninsao Oudo compte œuvrer pour la libération interne du Togo. Le CJP se positionne comme un parti centriste. Il s'oppose à toute action qui ce soit de l'opposition ou du pouvoir qui porte atteinte à la dignité des togolais et va soutenir toute action de quelque bord que ce soit qui va dans l'intérêt des togolais. Pour les responsables du CJP, l'objectif est l'éducation politique à la base, la formation et l'engagement des jeunes en politique.

Le CJP interpelle tous les togolais à poursuivre résolument la lutte afin d'amener le Togo vers plus de justice, de liberté et de démocratie. Le nouveau parti de M. Oudo s'engage à mener la lutte avec ses pairs sur la scène politique en vue d'atteindre les objectifs basés sur un véritable changement.

Le parti CJP, tout en saluant les efforts du FRAC, du CST et de la Coalition Arc-en-ciel dénonce l'individualité des partis politiques de l'opposition et leur demande de revoir leur copie. « Certes nous avons l'obligation de poursuivre la lutte mais il est impérieux de repenser et de réorienter nos stratégies sur la base des expériences du passé, afin de



réadapter nos visions à la réalité de notre pays, pour que le changement puisse subvenir dans la paix et la réconciliation », a souligné Tanko Ninsao Oudo.

Le jeune parti appelle le gouvernement à ouvrir un dialogue afin que les élections puissent être organisées dans un climat apaisé et invite le gouvernement à dévoiler la date des élections. Le CJP dont le président n'est autre le président de l'ASSO FAURE, ne compte pas aller aux prochaines élections législatives. « Le CJP n'est pas un parti opportuniste. Nous allons nous préparer pour trois ans au moins et amener les jeunes à faire des actions sociales qui peuvent pousser les populations à accorder les voix aux candidats du CJP le moment venu. Il faut prendre le temps d'éduquer les populations », a déclaré Tanko Ninsao Oudo.

Dias MISSOKO

Arrestations policières pour non respect du feu orange CE QU'IL DIT LE CODE DE LA ROUTE

Il y a parfois des situations qui interpellent et qui obligent à s'interroger. Un matin, alors qu'il se rendait à son bureau, un fonctionnaire de l'administration publique, sur sa vieille moto Sanya AY125, a été bloqué pendant une trentaine de minutes au carrefour Boulevard de la Kara - Boulevard Gnassingbé Eyadema, communément appelé carrefour 3K, pour n'avoir pas observé la règle d'immobilisation lorsque le feu de signalisation vira au rouge. Malgré ses explications et les interventions des autres conducteurs qui se sont arrêtés à sa suite, après un nouveau feu vert, pour expliquer à l'agent de police que ce dernier est passé au moment où le feu virait à l'orange, celui-ci n'a pas voulu accorder du crédit à toutes ces déclarations. Il a purement et simplement retenu l'agent de l'administration pendant une trentaine de minutes avant de le libérer au bout de moult tractations dont nous ignorons les dessous. Les cas identiques sont pléthoriques et quelque fois, certains usagers de la route arrivent à s'en sortir sans laisser de plumes.

C'est aujourd'hui la mode aux différents carrefours équipés de feux de signalisation. Les policiers chargés de réguler la circulation arrêtent automatiquement tout conducteur d'engin qui passe au delà du feu vert ; le feu fusse-t-il orange. Ils ne s'embarassent pas des explications des conducteurs qui sont parfois pris dans l'élan de la circulation et qui ne peuvent freiner brusquement au risque de se retrouver en plein milieu du carrefour, si ce n'est sur le passage réservé aux piétons. Le phénomène prend de l'ampleur à telle enseigne que les populations ne comprennent plus cette attitude des hommes en uniforme que certains imputent à du raquetteur pur et simple.

Pour beaucoup de motocyclistes qui n'ont, pour la plupart, pas de grandes notions sur le code de la route en dehors des bribes conservées des leçons de prévention routière à l'école primaire, le feu orange invite le conducteur à ralentir parce que le feu rouge arrive. Même si le code reste évasif à ce niveau et demande à tout conducteur de ralentir sans pour autant lui intimer l'ordre formel de s'arrêter, il faut noter que le feu orange ne dure que 5 secondes. Pour certains moniteurs d'auto-école approchés, c'est au conducteur de calculer les feux et d'éviter de tomber dans des problèmes inutiles. Pour eux, seule la vigilance des conducteurs est requise dans le cas d'espèce. Ils recommandent donc à leur aspirants à l'examen du permis de conduire d'immobiliser leur engin au feu orange.

Un constat se dégage ; le sens donné au feu orange n'étant pas formel, les interprétations varient selon les personnes. Pendant que certains pensent qu'il demande de ralentir pour ne pas se faire rattraper par le feu rouge, d'autres estiment qu'il faut automatiquement s'arrêter dès son apparition. Pour eux, le passage aux feux tricolores n'est pas une occasion d'appuyer à fond sur l'accélérateur. Ceux qui se font prendre sont des habitués des démarrages en trombe et des excès de vitesse en zone urbaine. Mais, il faut être unanime pour reconnaître que certaines fois, l'exagération pointe son nez chez les policiers en charge de la régulation de circulation qui, pour vous donner le sentiment de culpabilité se cachent à grande distance des feux de signalisation et surgissent de nulle part pour vous mettre seul face à votre faute quand tous les autres derrière vous ce sont arrêtés. A chacun de prendre ses dispositions pour éviter le traquenard du feu orange sur nos routes.

Pablo ZOUBE

Festival international de la mode « Elima » UN GRAND DEFILE OPERA A MIS FIN A LA 3E EDITION



Après quatre jours d'échange, de formation des stylistes et des mannequins, de défilés de mode à Lomé, la 3^e édition du grand festival international de la Mode « Elima » a fermé ses rideaux le samedi 4 mai dernier. C'est par une soirée « défilé opéra » que ce festival a pris fin. Cette année, ce festival a drainé de grands stylistes venus d'une dizaine de pays, Togo, Tchad, Burkina Faso, Ghana, Nigéria, Belgique... et aussi des mannequins venus également de divers pays à savoir Bénin, Mali, Nigéria, Mali et bien évidemment du Togo sans oublier le public qui était déterminé à apprécier le travail abattu et le savoir faire des acteurs de la mode.

Au cours de cette soirée de clôture, dix stylistes notamment Modeste mensah, Jamal, Baz Mc, Karim issaka, John Chic, Modéla, Sessi Edi, Style César, Anderson D, Maho et Elima ont montré au public présent leur récente création dans une ambiance festive avec une musique opéra, la prestation du groupe Kadi Kamara du Mali et Almok du Togo. Pour la promotrice de cet événement Limda Awesso, ce festival a été une réussite. « Je suis très heureuse d'abord d'avoir eu un si beau spectacle et deuxièmement d'avoir eu un si beau public parce que j'ai remarqué que mes compatriotes étaient vraiment curieux de savoir ce que sais

que la mode africaine, étrangère. », a-t-elle laissé entendre à la fin de la soirée. A entendre la promotrice, les objectifs de ce festival ont été atteints même si l'organisation a rencontré certaines difficultés. Avec pour objectif rapprocher le public de la mode, l'évènement a réussi à focaliser l'attention du public surtout avec les défilés de rues organisés à Agoè et sur le boulevard du 13 janvier. Le comité d'organisation prévoit dans les prochains jours faire de la mode une vraie industrie, trouver des investisseurs, faire de la mode un secteur pourvoyeur d'emploi.
Hubert LENOIR

Société DU REFUS DES PIECES LIMEES A CELUI DES BILLETS FATIGUES, LE PHENOMENE S'ACCENTUE

A l'heure où la population togolaise vit les effets de la vie chère qui se matérialise par des conditions assez difficiles, il est regrettable de constater que certaines fois, elle est également confrontée à un second problème qui exacerbe le premier, le refus des pièces dites limées. Beaucoup de togolais sont quotidiennement confrontés à cette triste réalité chaque fois qu'ils doivent faire des achats chez les bonnes dames.

Il y a quelques années, les pièces d'argent limées rejetées par la population étaient essentiellement celles de 5 à 100F CFA. Elle recevait encore les vieilles pièces de 200F jusqu'aux billets fatigués ou collés. Aujourd'hui, cette pratique, le refus des pièces limées, prend de l'ampleur et s'étend aux pièces de grande valeur autrefois épargnées. « Un jour je tenais un billet de 1000F que j'ai remis à une bonne dame après avoir acheté de la nourriture chez elle. Je fus surpris quand elle refusa ce billet en expliquant que le billet est trop vieux et sali par l'huile à moteur. Cela a failli dégénérer car je n'en revenais pas qu'on refusa aussi les billets de banque », explique un mécanicien à son ami qui se plaignait d'une bonne dame qui a refusé la seule pièce de 250F qu'il possède. Il faut alors dire

que ce n'est plus facile et c'est quasiment devenu impossible de dépenser un billet de 1000F ou 2000F fatigué ou scotché.

Il est difficile de savoir quand et comment cette pratique s'est installée au sein de la population togolaise mais les autorités et responsables de banques ne prêchent que dans le désert quand ils soutiennent que seuls les faux billets et les billets dépourvus de numéro sont à refuser. Personne ne veut recevoir une pièce qui peut lui causer des problèmes. Même les stations d'essence, certaines du moins, qui acceptaient toutes les pièces commencent par se conformer à cette règle érigée par la société parce qu'elles ont du mal à écouler ces pièces lors de la remise de monnaie aux clients. Il faut aussi ajouter que cette pratique est aujourd'hui l'une des causes récurrentes des altercations au sein de la population surtout dans les grandes villes du pays où ce phénomène sévit avec acuité. Une grande campagne de sensibilisation doit être organisée pour amener la population à mettre fin à cette pratique. Dans le cas contraire, ce phénomène risque d'entacher, à la longue, de grosses coupures à l'instar des billets de 5 000 et de 10 000 Francs.

Londou KAWANA

Vulgarisation de la loi fondamentale togolaise LE M150 RECEPTIONNE LES VERSIONS EWE ET KABYE DE LA CONSTITUTION

Le 27 avril dernier, jour de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, le Mouvement 150, M150 a réceptionné les traductions éwé et kabyè de la constitution togolaise. Pour ce mouvement il est important que toute la population togolaise maîtrise les textes de la constitution pour éviter de se faire prendre au piège des politiques qui l'interprètent à leur guise. C'est dans cette optique qu'il a pris sur lui la charge de vulgariser cette constitution à travers sa traduction dans les langues les plus parlées sur le plan national dans le but de toucher même les personnes non scolarisées. A entendre le coordonnateur général de M150, Basile Agboh, les Togolais qui n'ont aucune connaissance de la Loi fondamentale de leur pays sont très nombreux. « Parmi ceux qui choisissent les dirigeants de nos États, 4 sur 5 ne connaissent pas les bases de leur geste et les textes », a-t-il précisé. Avec la réception des deux versions en langues nationales, une partie du chemin est fait et il ne reste que la vulgarisation de ces textes. Aussi, le M150 prévoit dans les prochains jours étendre la traduction de ce précieux document

qu'est la constitution en d'autres langues du pays.

Pour le président du comité de traduction, Gnansa Atinèdi qui n'est pas à son premier exercice parce qu'ayant déjà traduit l'hymne nationale en Kabyè, la tâche qui leur a été confiée n'a pas été facile. En effet, l'exercice a été difficile au niveau de la traduction exacte des mots juridiques, économiques et sociologiques en langues locales à cause de l'absence de textes pouvant servir de « point de repère ». Mais l'essentiel aujourd'hui est que le résultat est plus que satisfaisant.

Il faut rappeler que le M150 qui a pour crédo « touche pas à ma constitution » est né au lendemain de l'appel à une désobéissance civique par le Collectif Sauvons le Togo (CST) en violation de l'article 150 de notre constitution. Depuis sa création, il est sorti à plusieurs reprises pour rectifier le tir quand certains hommes politiques et même juristes se sont permis de tordre le cou aux textes de la république.

Londou KAWANA

FAÏCHA Pressing

Lavage à Sec Express

Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)
2è virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO



Nos atouts :

- ❖ *Qualité des services*
- ❖ *Excellent rapport qualité/prix*
- ❖ *Collecte et livraison à domicile*



Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71

FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté

LA FÊTE DU 1^{ER} MAI AU SIÈGE DE CECO BTP À SOTOUBOUA EN IMAGES

